



PRESAO

Programme de Renforcement et de Recherche sur la Sécurité Alimentaire en Afrique de l'Ouest
West Africa Food Security Capacity Strengthening and Research Program

Résumé N° 7- 2011-08

Août 2011

Composante SRAI

Strengthening Regional Agricultural Integration in West Africa

Dynamique de la consommation alimentaire au Burkina: principales tendances

Par:

SONGRE Oumarou (DPSAA/DGPER/BURKINA)

SAVADOGO Abdourahyme (INSD, Burkina)

syngenta fondation pour
une agriculture
durable



Les documents du PRESAO sont disponibles à
<http://www.aec.msu.edu/fs2/presao.htm>

Le Burkina est un pays agricole où 80% de la population vit de l'agriculture. Comme pour la plupart des pays sahéliens, l'agriculture souffre des aléas climatiques (pluviométrie mal répartie dans le temps et l'espace) et d'insuffisance technologique. Environ 1 302 748 ménages agricoles dont 13% dans la région du Mouhoun, principal grenier du Burkina. Le sorgho, mil, maïs, riz, sont les principales cultures céréalières. La production céréalière a évolué en dent de scie sur la période de 1984-2009 avec un record d'environ 4,5 millions de tonnes en 2008-09. L'évolution de la production par tête des principales cultures vivrières suit la même tendance que la production totale. Par rapport à la période quinquennale 2002-2006, la campagne 2007/2008 a connu une baisse des productions par tête tandis que celles de 2008/2009 et 2009/2010 ont connu une hausse. Selon les estimations de la FAO, entre Juin 2007 et Avril 2008 (période de la hausse), les prix alimentaires au Burkina ont connu une augmentation se situant entre 12 et 50% selon les produits (36% pour le riz, 24% pour le mil, 47% pour le maïs, 10-15 pour la viande). La présente contribution s'est basée sur les enquêtes budget-consommations de 1994 et 2003 pour apprécier les tendances de la consommation alimentaire au Burkina. Elle présente les résultats d'une analyse qui a porté successivement sur: (i) la structure des dépenses de consommation des ménages, (ii) la structure des dépenses alimentaires, (iii) les propensions marginales à consommer, (iv) l'insécurité alimentaire et les inégalités d'accès à l'alimentation, (v) les sources d'approvisionnement des disponibilités alimentaires et leur utilisation. Il est ressorti de l'analyse des données des enquêtes sur la consommation des ménages (réalisées en 1994 et 2003) et des résultats des bilans alimentaires du Burkina, les points suivants confirmant ou infirmant les différentes hypothèses de l'étude.

La structure des dépenses de consommation

En l'espace d'une décennie (1994-2003), la part des dépenses alimentaires dans les dépenses totales des ménages est passée de 49,5% à 53,6%, soit un accroissement de plus de 4 points tandis que celle des dépenses non-alimentaires ont baissé de 50,5 à 46,4%. Si l'on tient compte des disparités en fonction des quintiles de pauvreté, il apparaît que la part des dépenses alimentaires est plus importante dans les quintiles les plus pauvres sur la période 1994-2003. La tendance à la hausse de la proportion des dépenses alimentaires est constatée aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural (38,4 à 41,9 et 55,3% à 59,2 respectivement). Si l'on tient compte des disparités en fonction des quintiles de pauvreté, il apparaît que la part des dépenses alimentaires est plus importante dans les quintiles les plus pauvres sur la période 1994-2003. Dans les groupes socio-économiques, seuls les agriculteurs de cultures de rente ont vu la part de leurs dépenses alimentaires croître entre 1994 et 2003. Si l'on tient compte des disparités en fonction des quintiles de pauvreté, il apparaît que la part des dépenses alimentaires est plus importante dans les quintiles les plus pauvres sur la période 1994-2003. Ainsi, les ménages du premier quintile consacraient 64,7% de leurs dépenses aux produits alimentaires en 1994 contre 69,6% en 2003. Les catégories socio-économiques en milieu urbain (salariés des secteurs public et privé, les commerçants) et les agriculteurs vivriers ont tendance à diminuer la part des dépenses alimentaires. Seuls les agriculteurs de cultures de rente ont vu la part de leurs dépenses alimentaires croître entre 1994 et 2003.

La structure des dépenses alimentaires

L'autoconsommation est plus importante en milieu rural qu'en milieu urbain. Sur la période 1994-2003, l'on observe pour la majorité des ménages, une tendance croissante à faire des achats sur les marchés pour couvrir leurs besoins alimentaires plutôt que l'autoconsommation. Les achats alimentaires ont pris de l'importance durant la période étudiée, passant de 58,9% en 1994 à 62 % en 2003. Cette tendance explique la forte dépendance des ménages vis-à-vis de la conjoncture extérieure via le mécanisme des prix. Les dépenses alimentaires sont essentiellement tirées par celles du mil et du sorgho. En effet, près de 38% des dépenses des ménages sont constituées de dépenses en mil et sorgho en 1994 et 36% en 2003. On constate que ces deux céréales ont perdu de place prépondérante dans le choix de consommation des ménages burkinabè au cours de la décennie 1994-2003. En milieu rural, les céréales et leurs produits dérivés occupent une place de premier choix dans l'alimentation des ménages, tandis qu'en milieu urbain, le riz, le maïs, la viande et les légumes sont de plus en plus consommés. Quel que soit le quintile et l'année considérée, les céréales constituent le poste le plus important dans les dépenses alimentaires et représentent à elles seules plus de la moitié des dépenses alimentaires des ménages et ce quel que soit le quintile et l'année considérée.

La propension marginale à consommer des produits alimentaires (PMC)

En s'enrichissant, les ménages n'ont pas augmenté de la même façon leurs consommations. Après avoir satisfait leurs « besoins primaires », ils ont privilégié les besoins dits « secondaires » dit non alimentaires. La part du revenu supplémentaire consacrée aux autres dépenses alimentaires a régressé passant de 13,7% en 1994 à 6,6% en 2003.

Pour ce qui est des produits alimentaires, trois groupes de produits se distinguent quand à leur part importante et croissante dans la PMC. Ce sont les boissons et excitants (5,5% en 1994 contre 8,1% en 2003), le riz (5,8% en 1994 contre 6,4% en 2003) et le sorgho-mil (5,4% en 1994 contre 7,1% en 2003). Cependant, la PMC de la viande, des œufs s'est accrue. Concernant la diète au Burkina, elle est considérée comme non équilibrée. Sa composition est fortement dominée par les glucides (71 et 73 %). Les lipides et les protéines ne sont que très faiblement représentées.

L'analyse des élasticité de revenu de 1994 et 2003 montre que lorsque le revenu augmente, les dépenses de riz, de produits dérivés du blé, de tubercules et racines, de viandes, de produits laitiers et des produits non alimentaires augmentent de façon plus que proportionnelle à l'augmentation du revenu. Cependant si la sensibilité par rapport à l'augmentation du revenu des fruits, des légumes et des autres produits alimentaires a diminué entre 1994 et 2003, celle du poisson, des produits de mer, les boissons et les excitants est devenue plus importante sur la même période. Les dépenses non alimentaires sont elles aussi sensibles à une variation du revenu. En effet, une augmentation de 1% des revenus a conduit à une hausse des dépenses non alimentaires de 1,28% en 2003 contre 1,46% en 1994.

Insécurité alimentaire et inégalité d'accès à l'alimentation

Sur la base de ces hypothèses, il ressort que l'incidence de la pauvreté alimentaire monétaire est de 37,9% en 1994 et de 33% en 2003. L'incidence de la pauvreté alimentaire a baissé entre 1994 et 2003 en milieu rural avec respectivement des niveaux 42,4% et 39,1%. Par contre en milieu urbain cette incidence s'est accrue sur la même période passant de 13,2% en 1994 à 17,9% en 2003. L'incidence de pauvreté énergétique est fonction de la conjoncture de la campagne agricole : de 48,61% et 46,50% respectivement en 2003 et 2004, elle a baissé à 33,27% en 2006 et avec une légère hausse en 2007 (36,5%). Cet état de fait traduit l'importance des céréales comme principale source d'alimentation des populations agricoles. En effet, les céréales contribuent pour plus de 80% au disponible énergétique alimentaire. Les racines et les tubercules sont produits de façon localisée en campagne, mais ils sont plus consommés en ville. En effet, en 2003, 6,3% des ménages ruraux ont affirmé avoir acquis des racines et tubercules contre 18,2% des ménages urbains.

Diversité de la diète

Les glucides contribuent pour plus de 70% des apports en énergie calorifique aussi bien en 2007 qu'en 2008. Au cours de l'année 2007, les lipides ont occupé la deuxième place en apport énergétiques puis les protéines en troisième position. Par contre en 2008, les apports des protéines étaient plus importants que ceux des lipides.

Un régime alimentaire est équilibré si l'énergie calorifique consommée en nutriments est apportée par 11 à 15% par les protéines, 30 à 35% par les lipides et 50 à 55% par les glucides. Au regard de cette répartition, la diète au Burkina peut être considérée comme non équilibrée. Sa composition est fortement dominée par les glucides (71 et 73 %). Les lipides et les glucides ne sont que très faiblement représentés. Toutefois, de façon comparative, la remarque est que la composition de la diète en 2008 est plus proche de l'équilibre que celle de 2007. Cependant les apports en lipides restent en dessous des normes recommandées aussi bien en 2007 qu'en 2008.

Structure des disponibilités alimentaires et leurs utilisations

Le Burkina Faso est autosuffisant en viande, oléagineux, huiles alimentaires, fruits et légumes, mil et en légumineuse. L'autosuffisance du pays en maïs et sorgho est constatée seulement en 2008, et cela s'explique par la bonne campagne agricole de 2008. Aussi bien en 2007 qu'en 2008, l'autosuffisance en matière de racine, tubercules, de boissons, de produits laitiers, de sucre, de poisson, riz, blé et autres produits dérivés du blé n'a pas été effective. Pour la majeure partie des produits, le taux d'autosuffisance s'est accru entre 2007 et 2008.

La part de la consommation animale dans la demande totale est très faible en 2007 (moins de 1%) et cette proportion est passée à 4,48% en 2008. Pour la plupart des produits, la dépendance du pays vis-à-vis de l'extérieur s'est atténuée. Le blé et ses produits dérivés, le riz, le poisson et les produits de mer, ainsi que les édulcorants sont les principaux produits dont la demande est largement satisfaite par les importations. Excepté pour le blé et ses produits dérivés, le lait et les produits laitiers, les racines et tubercules, le taux de dépendance aux importations a baissé entre 2007 et 2008. L'activité de transformation de produits vivriers locaux reste marginale et son marché se trouve surpassé par celui des produits importés parfois moins coûteux et apprécié des femmes citadines qui gagnent en temps dans la cuisson des aliments.